

L'atelier monétaire de Perpignan et le trafic des piastres à la fin du XVIII^e siècle

B. COLLIN

La fin du XVII^e siècle et tout le XVIII^e siècle sont marqués en France par une grande rareté du numéraire. De plus, à la fin du XVIII^e siècle, les rapports internationaux de l'or à l'argent sont défavorables à la France. Ainsi, en 1779, la proportion de l'or à l'argent est, en France de 14 marcs 5 onces d'argent pour un marc d'or, alors qu'il est de 15 marcs 7 onces en Espagne par exemple.¹ Cette disparité importante provoque une fuite des espèces d'or hors du royaume. Pour combler ce manque dans la circulation, un besoin croissant d'espèces d'argent se fait sentir, et l'Espagne reste la source la plus importante de ce métal. Mais cet approvisionnement est soumis à de nombreux aléas, la plupart d'origine politique.

1. DE LA VOIE LÉGALE À LA CONTREBANDE

En juillet 1784, Charles III renouvelle les interdictions de sortie hors du royaume d'Espagne des monnaies d'or et d'argent; il en augmente même la rigueur en allant jusqu'à interdire de circuler hors des villes avec plus de 5 piastres. Seule le Banque Saint-Charles,² créé par la Charte du 2 juin 1782, et établie le 1^o avril 1783, possède le monopole d'exportation des piastres, principale source de ses revenus. la sortie légale de ces piastres est donc soumise à la bonne volonté de la Banque, qui l'accorde ou la refuse à son gré.

1. G. THUILLIER. la Réforme monétaire de 1785, in Annales E.S.C., n^o 1871, P 1031-51

2. H. LUTHY. Le Banque protestante en France, Paris 1959-61, tome II, p 702

Pendant cette période de stricte réglementation, Cadix est le principal centre de l'exportation légale. Avant d'étudier les mécanismes de ces importations en France, quelques rappels sur le change entre la France et l'Espagne s'imposent.³ Madrid et Cadix donnent toujours à Paris une piastre courante pour y recevoir 77 sols tournois environ: c'est le «certain». Paris donne à Cadix et Madrid environ 75 sols tournois pour une piastre courante: c'est «l'incertain». C'est cette différence de cours des changes entre les places selon qu'elles offrent le «certain» ou «l'incertain» qui suscite les déplacements de piastres et de lettres de change. Ainsi, Paris envoie à Madrid ou Cadix des *Letters de Change* sur l'Espagne; là, elles servent à acheter des piastres qui sont retournées à Paris où elles sont changées à nouveau; et le circuit recommence.

Malgré les dispositions prises par le gouvernement espagnol, et les faveurs concédées par le Roi à la Banque Saint-Charles, le monopole de l'exportation légale se trouve concentré entre les mains d'un petit groupe de financier français. Mais la France a un trop grand besoin de numéraire pour se contenter d'une distribution au compte-goutte. Cette nécessité, liée d'ailleurs à une tradition issue des barrières douanières dressées autour de l'Espagne pour protéger son économie, provoque une intense contrebande en Catalogne. C'est, d'ailleurs, ce qu'écrit AUBERT, Consul de France à Cadix, le 12 mai 1784: «les droits de la douanes espagnole sont actuellement tellement exorbitants que la contrebande est devenue nécessaire».⁴

Pour lutter contre elle, le gouvernement espagnol fait appliquer des mesures de prohibition rigoureuses.⁵ Tous les navires sont fouillés avant leur départ et, même au cours de leur navigation, ils sont susceptibles d'être visités par des barques des Douanes. Les navires français sont, bien entendu, les premiers suspectés. La convention du 24 septembre 1786, stipule dans son article 3: «les monnaies espagnoles d'or et d'argent qui seront embarquées sur des navires français soit dans un port français, soit dans un port étranger, seront accompagnées d'un certificat du Consul d'Espagne résidant dans ce port, pour en constater le chargement; le défaut de certificat expose à la confiscation de ces espèces si le navire relache dans un port d'Espagne». Les autres bateaux sont aussi soumis à ce contrôle; ainsi, le 18 juin 1785, le vaisseau de guerre espagnol RAYO est le théâtre d'une saisie de 9.000 Piastres. Ces mesures sont très dissuasives et interrompent en grande partie ce trafic *per mer*. Elles sont pourtant renforcées en 1787. Des perquisitions ont lieu dans la plupart des maisons de commerce françaises installées à Barcelona.

3. J. BOUCHARY. *Le marché des changes à Paris à la fin du dix-huitième siècle (1778-1800)*, Paris, 1937, p 20

4. A.N. Aff. Etr. B I 195

5. Lettre de JEAN RIBES, directeur de la Monnaie de Perpignan, 9 Mai 1787: «La rareté des piastres devient plus considérable de jour en jour. La difficulté des passages n'a point d'exemple».

Celle effectuée chez le négociant BARRE permet aux espagnols de saisir la correspondance de celui-ci avec Jean RIBES, directeur de la Monnaie de Perpignan, qu'il fournit illégalement en piastres.

Cette répression touche également la frontière terrestre⁶ et les douaniers espagnols poursuivent même les suspects sur le territoire français.⁷ On estime, en effet, à cette époque, à 100.000 le nombre des contrebandiers qui s'opposent aux 40.000 douaniers sur cette frontière. Leurs rencontres tournent même parfois à l'affrontement, comme en avril 1787 où un combat opposa 150 contrebandiers à 400 gardes et hommes de troupe.

Toutes ces mesures n'empêchent pas l'alimentation clandestine de la France en piastres: «on en introduit journellement en Roussillon et des sommes considérables»,⁸ «Notre vendeur en porte 5 à 6 mille (piastres) chaque 8 jours»,⁹ il n'y a pas de semaine qu'il n'en passe par cette dernière ville (Montlouis) pour descendre en Roussillon, près de 50 à 60.000..., hiers j'ai vu arriver vingt et un mulets qui portaient chacun 4.000 Piastres». ¹⁰ Cette industrie est bien organisée et les intéressés débordent d'ingéniosité et d'imagination pour la camoufler. Ainsi, un négociant français de Barcelone emploie-t-il une correspondance codée, dans laquelle il remplace le mot piastre par citrons, cire, feuilles blanches,... D'autres utilisent les nombreuses exportations d'animaux de boucherie vers la Catalogne pour falsifier les autorisations de sortie d'argent accordées à cet effet. Certains même offrent des primes aux passeurs, ou font des avances d'argent aux contrebandiers se rendant à Barcelone.

La lutte contre la contrebande n'empêche donc pas l'hémorragie d'argent espagnol, mais la ralentit considérablement puisque le montant des sorties en fraude, d'après les estimations, passe de 20 millions de livres en 1786 à 7,5 millions en 1789.¹¹

2. LE RÔLE DE L'ATELIER MONÉTAIRE DE PERPIGNAN

L'une des principales destinations de ce trafic, du moins une des premières, est Perpignan, relai où se concentrent, depuis leurs divers points de passage, les expéditions venant d'Espagne, avant de repartir vers les diverses places du royaume. Pour ce faire, un correspondant local se charge de cette délicate mission; délicate

6. P. VILAR. *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, Paris 1962, tome III, p 99

7. F. REBUFFAT et M. COUDURIE. *Marseille et le négoce monétaire international* Marseille, 1968, p 32

8. A.N. F 12 1889. Rapport de l'Epinay, à Montlouis, à de COLONIA, Intendant des Fermes Générales, 13 juin 1785

9. F. REBUFFAT..., op. cit., p 34

10. Rapport de l'Epinay, op. cit.

11. Rapport de l'Epinay, op. cit.

car il faut calculer le profit le plus intéressant et prendre en compte les variations des cours durant le voyage.

Parmi tous ces correspondants en place à Perpignan, un homme attire particulièrement l'attention de par ses fonctions et ses activités: Jean RIBES. Trésorier particulier ¹² et Directeur de la Monnaie de Perpignan (différent: un canon), il est aussi receveur général des Finances de Toulouse, Montpellier, Orléans et du Roussillon. Depuis 1775, ce personnage se livre au commerce des espèces à grande échelle en s'approvisionnant en Espagne. A Madrid, il commerce avec Ch. MARRACI et Cie, à Barcelone avec BARRE aîné, et à Cadix avec PRASCA ARBORE. Il se plaint, d'ailleurs, par une lettre du 19 mars 1787, de la perquisition effectuée chez BARRE, qui a permis aux espagnols de mettre la main sur sa correspondance portant sur ce trafic clandestin. Voici ce qu'il écrit: «les piastres devront nécessairement hausser partout par les difficultés sans nombre qui s'opposent journellement à l'extraction. Cela est devenu à un tel point qu'on s'est permis à Barcelone des attentats contre le droit des gens en faisant visiter les écritures et la correspondance de plusieurs maisons étrangères et nationales, et doublant les gades sur les frontières de sorte qu'il ni passe plus une piastre.»¹³

En France, Jean RIBES possède des entrepôts de piastres à Montlouis et Puigcerda, ainsi qu'à Bayonne. Son circuit de distribution en France est également des plus intéressants. Sa place de Directeur de la Monnaie lui permet de jouer sur les deux tableaux: piastres ou écus français. Les piastres partent vers Limoges, où il alimente Louis NOURISSART, directeur de l'atelier monétaire de cette ville,¹⁴ vers Lyon, où il possède de nombreux correspondants; vers Marseille, et vers Paris, où il commerce, entre autre, avec Vassal, receveur général des Finances. Mais il fournit également ses correspondants, selon leur demande, en écus de France qui sont essentiellement frappés à Perpignan, mais aussi à Montpellier ou même à Paris.¹⁵

Pour situer l'envergure de son trafic, quelques exemples suffiront: entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1781, il expédie pour 2.046.491 livres 16 sols 4 deniers en écus de France à la maison Bourrely et Puech de Montpellier. En contrepartie, ceux ci lui adressent pour 3.015.166 Livres 7 sols 5 deniers de lettres de change. En octobre 1785, il vend à Lyon 112.000 piastres. En 1788, il envoie à Simon Le Normand, Receveur Général des Finances de La Rochelle, puis de Tours, 2.878.303 Livres en écus de France, et en 1789, 3.826.536 livres. Notez que, si l'envoi à Bourrely et Puech, en 1781 représente environ le tiers de la frappe annuelle de la Monnaie de Perpignan, ceux adressés à Le Normand en représentent les 3/4.

12. A.N. Z 1 b 594: reçu Trésorier Particulier le 13 novembre 1780

13. F. REBUFFAT..., op. cit. p 32

14. A.D. Pyrénées Orientales C 1110

15. L. DERMIGNY. Circuits d'argent et milieux d'affaires au dix huitième siècle in *Revue Historique*, oct/dec 1954, p 248 et Suiv.

Ce qui est intéressant c'est que ces opérations ne sont pas menées exclusivement par RIBES en sa qualité de Directeur de l'atelier de Perpignan, mais à titre privé également, utilisant en cela ses fonctions administratives. Il rejoint en ceci nombre de ses contemporains et de ses correspondants. Il n'en oublie d'ailleurs pas ses fonctions et devoirs car dans certaines opérations avec Simon Le NORMAND, il apparaît comme le grand pourvoyeur de fonds de la Caisse d'Escompte et du gouvernement. Mais ces manipulations, très officielles, se font cette fois-ci à perte pour Le Normand qui, pour se procurer des espèces à tous prix, accepte de perdre 12 à 15 % de frais. Ces concessions sont indispensables pour se procurer le répit nécessaire avant la faillite totale du pouvoir, et, outre l'atelier monétaire de Paris, qui reçoit, par exemple, 2 millions de piastres en 1790, 50.000 piastres sont ainsi expédiées par RIBES sur les ordres de Le NORMAND à celui de Marseille en 1789, 18.000 à celui de Toulouse et 100.000 à celui de Limoges. Par son volume de production, l'atelier de Perpignan domine cependant toute cette fin de l'Ancien Régime, dépassant parfois même celui de Paris.

RIBES travaille également pour le Contrôleur Général des Finances, Charles-Alexandre de CALONNE. Cette collaboration est parfois indirecte, par l'intermédiaire des POLIGNAC ou de Louis NOURISSART; ou même directe, lorsque, à l'occasion de la réforme monétaire de 1785, il lui adresse directement 20.000 Livres en or. Ces manipulations sont toutes l'occasion pour Jean RIBES de réaliser d'importants profits. Ainsi, par exemple, en 1786, il achète 73.000 piastres qu'il fait parvenir à ROUX, négociant de Marseille. Payées 5 livres 6 sols 6 deniers, elles lui sont vendues 5 livres 9 sols, soit, après paiement des frais de transport, un bénéfice d'environ 20 deniers par piastre, soit 6.250 livres pour cette seule opération. Ce profit est intéressant car les manipulations durent ici moins de 15 jours. S'il est impossible d'évaluer le volume total de ce trafic, une lettre de la seule maison RITA MAGIN MARI de Barcelone, du 14 septembre 1785, révèle qu'elle vend à RIBES «un demi-million (de piastres) par année» au prix de 5 livres 6 sols 2 deniers. Ceci donne tout de même une idée de son importance.

Les envois seront tout de même interrompus en grande partie de 1788 à 1790, la frappe de l'atelier monétaire de Perpignan absorbant en 1788 82.000 marcs et en 1789 110.000 marcs d'argent en piastres. Cette interruption coïncide avec les envois massifs d'écus de France à Simon Le NORMAND. En effet, pour l'année 1789, l'atelier de Perpignan semble détenir le record de frappe de tous les autres ateliers du royaume avec plus de 900.000 écus, record qu'il détient également pour les demi-écus en 1786 et 1787 et pour les 1/10^e en 1786. Ces manipulations portent également sur l'or puisque dès août 1787, RIBES effectue des envois massifs d'or à son correspondant. Il est, d'ailleurs, à noter que l'atelier de Perpignan semble s'être partagé avec celui de Montpellier les fabrications monétaires françaises: Montpellier travaille surtout de l'or alors que Perpignan ne frappe que de l'argent jusqu'en 1789.¹⁶

Ces opérations lui valent quelques ennuis au moment de la Révolution du

fait surtout de ses relations et amitiés. Il émigre en 1792, et ne sera rayé de la liste des émigrés que par arrêté du 27 pluviôse An X. Considéré comme débiteur de l'Etat pour plus de 2 millions, il obtint vers 1816 un quitus général définitif. Avec la Restauration, il est même annobli. Il devient Comte Jean de RIBES et perçoit en 1827 une indemnité de 96.989,31 Frs au titre d'émigré dépossédé.

Ainsi, à la veille de la Révolution, les envois de numéraire ont assuré la prospérité de certains négociants français. Perpignan est, en France, une des plaques tournantes d'un vaste circuit qui intéresse à la fois la France, l'Espagne, l'Autriche, le Milanais et le Levant, mais aussi le Nord de l'Europe et Amsterdam, un des grands marchés européens des métaux précieux. Dans une période économiquement et politiquement difficile, le négoce monétaire pratiqué à l'échelle internationale par des négociants-banquiers, permet au trésor royal de boucher des trous financiers de plus en plus importants. La Révolution, en bouleversant ces mécanismes, modifie considérablement et d'un seul coup les équilibres économiques et les circuits commerciaux.